

Améliorer l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement pour les communautés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu



République Démocratique du Congo, Sud-Kivu, territoire de Katana, la source Canyamwijima (ou Kahogo) à IHIMBI dans le groupement d'Irhambi-Katana.
Photo crédit : Belinda Kinja, Gestionnaire adjointe aux infrastructures pour l'Activité de l'USAID.

Bref du rapport de l'enquête de base de Kavumu-Katana

Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID

Date de publication : octobre 2022

Objectifs

L'étude de base a pour objet de collecter des informations sur les niveaux des indicateurs (6 au total) pour constituer une base de comparaison avec les évaluations à mi-parcours, annuelles et finales. Les données collectées et analysées à partir de l'étude de base devront permettre aux composantes de l'Activité d'améliorer leurs stratégies pour atteindre l'objectif visé par celle-ci. Cette évaluation était interne et conduite par l'équipe de Monitoring, Evaluation and Learning (MEL) de l'Activité, appuyée par des enquêteurs externes et des animateurs de groupes de discussion.

Méthodologie

La méthodologie a consisté à mener une étude du type transversal afin d'interroger 395 ménages identifiés aléatoirement dans 13 villages de Kavumu-Katana et échantillonnés proportionnellement à la population totale de chaque quartier tout en utilisant, dans la collecte, des smartphones avec des formulaires sous la plateforme CommCare HQ et ArcGIS.

Ces données quantitatives ont été renforcées et approfondies par 4 focus groups organisés distinctement avec des hommes et des femmes.



USAID
DU PEUPLE AMERICAIN



A close-up photograph of water splashing into a yellow container. The water is captured in mid-air, creating a dynamic scene with many small droplets and bubbles. The background is dark, making the white water stand out. The yellow container is visible at the bottom of the frame.

L'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID :

“Améliore l'accès à l'eau potable et à des services d'assainissement sûrs pour les communautés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu”.

“Augmente la durabilité de la prestation des services d'eau et d'assainissement en travaillant avec divers partenaires”.

“Donne aux communautés congolaises les moyens de conduire le changement dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement”.



Introduction

La RDC abrite près de la moitié des réserves d'eau douce d'Afrique, mais seulement 50% de la population a accès à une source d'eau potable améliorée (*Étude démographique et de santé, 2015*), et seulement 21% des ménages ont accès à un système d'assainissement amélioré.

Pour les provinces cibles de l'Activité - Nord-Kivu et Sud-Kivu - La géologie dominante dans ces zones (roche volcanique poreuse) signifie que, malgré des précipitations annuelles abondantes, il y a souvent très peu d'eau de surface disponible.

Dans le secteur de l'assainissement, la responsabilité est répartie entre les ministères concurrents, ce qui entraîne une confusion dans la planification, la réglementation et le leadership.

L'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID vise à accroître et à maintenir l'accès durable à l'approvisionnement en eau potable et à des services d'assainissement sûrs grâce à un secteur de marché développé dans les provinces du Nord-Kivu et Sud-Kivu, en République Démocratique du Congo (RDC).

Cet objectif est réalisé grâce à une recherche solide visant à informer les investisseurs potentiels, les opérateurs et les autorités sur les meilleures pratiques (**objectif 1**), à améliorer l'environnement favorable à la fourniture de services d'eau et d'assainissement (**objectif 2**) et à prouver le potentiel du marché de la fourniture économiquement durable de services d'eau et d'assainissement (**objectif 3**) au Nord-Kivu et Sud-Kivu.

L'Activité de l'USAID est mise en œuvre par un consortium dirigé par Mercy Corps et soutenu par Tetra Tech et Sanergy.

Sous l'accord de coopération No. 72066020CA00004, l'Activité a débuté le 30 septembre 2020 et elle est prévue de prendre fin le 29 septembre 2025.

Mécanismes de redevabilité

95 répondants sur les 395 ont rapporté des doléances concernant l'eau et l'assainissement au cours des 12 derniers mois, telles que des questions ou des pannes sur les installations. 79 % de ces doléances sont adressées à des leaders ou autorités locales et dont 76% n'ont pas eu de réponses.

Le principal mécanisme de feedback utilisé est le face à face ou des appels téléphoniques.

Le manque de suivi et la faible traçabilité des feedbacks rapportés aux membres d'équipe des services d'eau par la population semblent être une des questions majeures pour les répondants.

“62% des membres de la communauté ont confiance que les fournisseurs de services d'eau répondront à leurs feedbacks contre 38%”.

Résultats obtenus :

1. Caractéristique de la population

Les répondants à cette étude de base sont répartis entre Kavumu et Katana dans le territoire de Kabare. Sur les 395 répondants, 237 sont de Bughore et 158 de Irhambi. Les études ont eu lieu dans 13 villages.

64% des répondants sont des femmes tandis que 36% sont des hommes. Avoir plus de femmes répondantes est le résultat de notre méthodologie de ciblage, qui consistait à interroger des personnes responsables de la gestion de l'eau et/ou impliquées dans les prises de décisions au sein du ménage. Le nombre moyen de personnes dans le ménage est de 6,8. Parmi les personnes interrogées, 45% sont des chefs de ménages tandis que 55% sont des conjoints (es) du chef de ménage ou un autre adulte faisant partie du ménage. Parmi les ménages enquêtés, 19% ont un chef femme tandis que 81% ont un chef homme.

L'âge moyen des personnes interrogées est de 37,7 ans, avec un maximum de 93 ans et un minimum de 18 ans. L'écart type de l'âge est de 17 ans, ce qui montre la dispersion de notre population échantillonnée, donc une diversité plus grande qui permet de cerner les opinions de personnes de profils différents.

Les principales sources de revenus des enquêtés sont l'agriculture (51%) et le commerce informel (11%). Le reste est réparti entre les travailleurs journaliers, les pêcheurs, etc.

Le niveau d'éducation s'est limité au secondaire pour 19% des répondants pendant que 7% se sont arrêtés au primaire, 25% n'ont pas fréquenté d'écoles et 6% sont allés à l'université.

38% des répondants sont affiliés à une organisation communautaire, telles que les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) qui est pratiquée essentiellement par des femmes (représentant 68% des répondants qui font cette activité).

2. Accès et paramètres liés à l'eau

Niveau d'accès à des services d'eau de base est moyennement bon : 41% des répondants n'ont pas un accès basique à des services d'eau de base. C'est-à-dire que ces personnes ne sont pas capables soit d'accéder à l'eau potable et/ou de collecter l'eau et la ramener à la maison en moins de 30 minutes, selon le Programme Commun de Surveillance (PCS, en Anglais JMP, Joint Monitoring Program). Les principaux résultats de l'étude de base révèlent un temps moyen de 54 minutes pour aller chercher et ramener l'eau à la maison pour les répondants.

Les principaux défis liés à l'accès à l'eau sont l'insuffisance de points d'eau, le temps d'approvisionnement, l'insuffisance de main d'œuvre au sein des ménages pour l'approvisionnement en eau et les coûts liés à l'accès aux services d'eau. En plus de la moyenne de 14 litres par jour et par personne qui n'atteint pas les standards recommandés par SPHERE, les observations durant les collectes de données ont remis en question la qualité de l'eau, notamment par la présence de boue, du goût, de l'odeur et de couleur.

La qualité effective de l'eau sera établie avec des tests poussés que l'Activité a prévu pour l'année 2022, qui est une action fortement recommandée par l'étude de base.

Les robinets et bornes fontaines sont les principales sources d'eau de boisson et d'hygiène pour 50% des répondants, suivi par les sources d'eau protégées (20%) et les sources d'eau non protégées (12%). Le reste se répartit en faible pourcentage les eaux de surface et eau de pluie, opérateurs privés, etc. L'utilisation des sources d'eau non protégées et les eaux de surface soutiennent les résultats de l'analyse concernant la qualité de l'eau et le nombre de personnes n'ayant pas un accès basique à des services d'eau.

Sur le site d'intervention de Kavumu-Katana qui constitue 12 villages, l'équipe de sélection de site a identifié 13 sources plus ou moins potables selon les premières données d'observation mais dont la couverture est jugée insuffisante par les répondants et de ce fait, constitue une cause du nombre élevé de temps de collecte et de distance parcourue par les répondants.

Enfin, les faibles contributions mensuelles des ménages aux fournisseurs de services pourraient être un frein pour leur fonctionnalité effective : 72% de notre échantillon contribuent une moyenne de 1083 francs congolais pendant que les fournisseurs de services ont fixé une moyenne de 3 000 francs congolais se trouvant dans une fourchette de 1 000 à 5 000 francs congolais.

“Les groupes de gestion d'eau ont des difficultés de maintenance du fait que les habitants ne font leurs contributions que lorsqu'il y a une panne technique. La volonté de payer pour le service de l'eau est là bien que le niveau de vie ne le permette pas. Tout le monde n'a pas accès à l'eau de la même manière du fait qu'il arrive des moments où on ferme les vannes pour certains qui n'ont pas payés ou qui arrivent en retard pour puiser”.

3. Assainissement

Dans les analyses de données, nous avons remarqué que 94% des répondants n'ont pas accès à des toilettes améliorées contre 6% des ménages qui en ont.

Un service d'assainissement de base, définit selon le Programme Commun de Surveillance (PCS, en Anglais JMP, Joint Monitoring Program), consiste en 1) une installation sanitaire qui sépare de manière hygiénique les excréments humains du contact humain (c'est-à-dire une installation sanitaire améliorée), et 2) qui n'est pas partagée avec d'autres ménages.

Les installations sanitaires améliorées comprennent les types suivants : i) Installation à chasse d'eau ou à déversement/chasse d'eau reliée à un système d'égout par canalisation, à une fosse septique ou à une fosse ; ii) Toilettes à compostage et iii) Latrines à fosse ou à fosse ventilée améliorée (avec dalle).

De manière générale pour les répondants, 95% disposent de latrines dont près de 7% ne répondent pas aux normes de qualité selon JMP. Les ménages avec un homme comme chef disposent des installations sanitaires améliorées (75%) plus que les ménages avec femme comme chef (25%).

Enfin, les pratiques d'utilisation de l'eau et du savon après être allé aux toilettes ne sont pas courantes dans les communautés pour diverses raisons selon les enquêtés. L'une des questions clés du comportement approprié en matière de lavage des mains concerne le lavage des mains aux moments critiques.

4. Connaissances sur le secteur de l'eau et de l'assainissement :

Concernant les recherches et évaluations menées dans les localités d'étude, près de 16% des répondants en ont pris part au cours des 12 derniers mois, dont 89% n'ont pas participé à des restitutions des résultats et conclusions.

Les mécanismes de diffusions de ces résultats sont des forums communautaires, mais qui ont touché très peu de personnes et qui sont jugés inefficaces car aucun répondant n'a su nous renseigner correctement ce qui a été communiqué. En termes de connaissance sur les droits et les devoirs, 62% ont un niveau de connaissance basique selon le score de mesure du questionnaire.

Conclusion

L'étude a conclu que **l'accès à l'eau de qualité et en quantité suffisante est encore un besoin, mais pas une situation très alarmante dans le milieu** : le niveau d'accès à des services d'eau de base est moyennement bon, 41% des répondants n'ont pas un accès basique à des services d'eau de base. C'est-à-dire que ces personnes ne sont pas capables soit d'accéder à l'eau potable et/ou de collecter l'eau et la ramener à la maisons en moins de 30 minutes, selon le Programme Commun de Surveillance (PCS, en Anglais JMP, Joint Monitoring Program).

Elle a conclu également que le modèle actuel de fourniture de service d'eau est limité en capacité technique, financière et en coordination.

En termes d'assainissement, **l'étude de base a conclu un faible accès des répondants à des installations sanitaires améliorées**, qui concerne 94% des répondants.

Concernant les connaissances, l'étude a identifié un grand besoin de renforcer et d'harmoniser la compréhension des membres de la communauté, spécifiquement les chefs de ménage sur les droits et devoirs dans le secteur de l'eau.

Enfin, le principal mécanisme de feedback utilisé par les membres de la communauté est le face à face suivi par les boîtes à suggestion. Le manque de suivi et la faible traçabilité des feedbacks rapportés aux membres d'équipe des services d'eau par la population, semblent être une des questions majeures pour les répondants.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations ci-dessous sont une partie des recommandations issues des analyses des données et interprétations des résultats de l'enquête de base :

Concernant l'accès à l'eau :

- Soutenir les opérateurs d'eau afin d'étendre leurs services de manière à rehausser le nombre de personnes afin qu'elles puissent avoir un accès basique ;
- Faciliter les relations entre les investisseurs potentiels, les opérateurs et les autorités, ainsi qu'à accroître leurs capacités en améliorant les pratiques commerciales, notamment les normes communément admises en matière de comptabilité, de passation de marchés et de gestion des ressources humaines ;
- Soutenir les opérateurs dans les bonnes pratiques de gestion des fonds et de la clientèle, notamment sur les recouvrements des contributions mensuelles et impliquer les autorités publiques et locales dans le système de fourniture de services d'eau.

Concernant l'assainissement :

- Soutenir les institutions ou les initiatives qui promeuvent l'accès à des installations sanitaires améliorées, au niveau individuel ou communautaire ;
- Mener des sensibilisations sur l'hygiène liée à l'eau, mais spécifiquement sur les moments clés de lavage des mains ;
- Intégrer des questions sur les perceptions et opinions profondes des chefs de ménages, par sexe, sur la nécessité et l'importance d'avoir des latrines améliorées.

Concernant les connaissances sur l'eau et l'assainissement:

- Assurer d'impliquer et de tenir compte des avis des membres de la communauté sur les différentes évaluations et recherches prévues par l'Activité ;
- Soutenir les fournisseurs d'eau dans la vulgarisation des conditions et des dispositions prévues pour accéder à des services d'eau ;
- Soutenir ou mener des actions visant à renforcer les connaissances des membres de la communauté sur les textes légaux en lien avec l'eau.

Concernant les mécanismes de plaintes :

- Soutenir les fournisseurs de services d'eau à disposer et à vulgariser des mécanismes formels de collecte, traitement et retour de doléances et feedbacks, en tenant compte des avis des communautés mentionnées dans la section afférente dans les résultats ;
- Faire un suivi régulier pour assurer que le système de feedback fonctionne correctement.

CONTACT

Lamine Keïta

Directeur du suivi, évaluation, recherche et apprentissage pour
l'Activité des systèmes d'eau et d'assainissement durables de l'USAID
lkeita@mercycorps.org

Pour tout commentaire, plainte ou suggestion, concernant un projet mis en œuvre par Mercy Corps dans votre village, quartier, ville, contactez-nous :

En appelant GRATUITEMENT au

082-119-0013

084-255-3444

Du lundi au vendredi de 8h00- 17h00

En utilisant votre numéro VODACOM.

En utilisant l'adresse e-mail suivante : suggestionsrdc@mercycorps.org

En vous approchant de **tout membre de l'équipe Mercy Corps** dans votre village/Quartier/ville.



Bureau/Office National
2 Avenue Parallèle,
Goma, Nord-Kivu, RDC
<https://drc.mercycorps.org/>

Ce document est rendu possible grâce au soutien du peuple Américain à travers l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID). Le contenu de ce document relève de la responsabilité de Mercy Corps et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'USAID ou du gouvernement des Etats-Unis.